

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.936/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 18 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'organisation judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, les référendaires et les juristes de parquet près les cours et tribunaux", a donné le 11 septembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Fondement légal

I. Observations générales sur le statut syndical des membres de l'ordre judiciaire

1. Il résulte de l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 138/98 du 16 décembre 1998 que la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ne peut être rendue applicable aux greffiers.

Il résulte de l'avis 35.472/1, donné le 12 juin 2003, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 juillet 2003 modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités que la loi du 19 décembre 1974, précitée, ne peut être rendue applicable aux référendaires près la Cour de Cassation ainsi qu'aux référendaires et juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance.

2. La raison de ces exclusions tient au principe de la séparation des pouvoirs. Membres de l'ordre judiciaire et relevant, dès lors, du Pouvoir judiciaire, les personnes précitées, ne peuvent pas plus que les magistrats être régies par une loi applicable aux agents du pouvoir exécutif ¹.

Comme souligné dans l'avis 34.815/2, donné le 6 février 2003, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets" :

"Il résulte de l'économie du Code judiciaire et de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que les membres du personnel de l'ordre judiciaire ne peuvent être purement et simplement assimilés aux agents de la fonction publique fédérale en raison de leur appartenance au Pouvoir judiciaire. L'absence de lien de subordination par rapport au Pouvoir exécutif constitue, à cet égard, une garantie de sauvegarde de l'indépendance du Pouvoir judiciaire et du principe de la séparation des pouvoirs."

(1) Il semble qu'il faille faire une distinction entre les membres de l'ordre judiciaire et ceux qui, sans être membres de l'ordre judiciaire, font partie de son personnel. Dans cette optique, "l'ordre judiciaire (serait) formé de l'ensemble des magistrats, sensu lato, ainsi que des personnes qui participent à la compétence décisionnelle déferée au pouvoir judiciaire" (J. BARET et X. DE RIEMAECKER, "Organigramme des fonctions de magistrat, de membres de l'ordre judiciaire et des services qui assistent les membres du Pouvoir judiciaire", in Statut et déontologie du magistrat, la Charte, 2000, p. 411), ce qui comprendrait "(...) les greffiers, secrétaires de parquet, référendaires, juristes de parquet et stagiaires judiciaires" (X. DE RIEMAECKER et G. LONDERS, "Introduction générale", in Statut et déontologie du magistrat, la Charte, 2000, p. 3). Voir également, C.E, 29 avril 2002, DE JONGHE. C. MATRAY, se fondant sur le contenu du livre I^{er}, de la deuxième partie du Code judiciaire, englobe cependant dans l'ordre judiciaire "(...) outre les magistrats, les greffiers, le personnel des greffes et des parquets et les attachés au service de documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation" (Le nouveau régime disciplinaire des magistrats. Arcanes et dédales de procédure, J.T. 2000, note n° 3, p. 133). Sur la différence entre "ordre judiciaire" et "Pouvoir judiciaire", comparez R.P.D.B., V° Pouvoir judiciaire, n° 7, p. 741, et n°14, p. 742, avec les développements de la proposition de révision de la Constitution déposée par MM. MAINGAIN et consorts (Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1675/1, p. 8, note 1).

La Cour d'arbitrage et le Conseil d'État avaient relevé, de manière encore plus large, que

"(...) les agents qui ne sont pas soumis à l'autorité ou à la tutelle directe du pouvoir exécutif, ou qui doivent conserver une certaine indépendance vis-à-vis de ce pouvoir, ont été traditionnellement soustraits au champ d'application des lois relatives au statut syndical des agents publics" ².

En ce d'autant plus que, comme le relève le Conseil d'État :

"(...) la concertation se fait, d'une manière générale, en comité commun à l'ensemble des services publics ou en comité des services publics fédéraux, communautaires ou régionaux, ou au sein d'un comité de secteur plus large, et (...) elle a lieu dans le cadre du statut de la fonction publique, de sorte que, dans la pratique, une assimilation (entre le statut de greffier et celui d'agent de l'État) s'en trouverait facilitée" ³.

3. La non-application de la loi du 19 décembre 1974, précitée, aux personnes susmentionnées n'implique cependant pas que celles-ci ne pourraient pas bénéficier d'un statut syndical.

Il est vrai que l'arrêt précité de la Cour d'arbitrage avait souligné que

"(...) les magistrats et les greffiers de l'ordre judiciaire sont soumis au même régime d'incompatibilités, ce qui implique notamment que les deux fonctions sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection, le législateur ayant ainsi entendu garantir la neutralité et l'objectivité des personnes qui participent à l'exercice des fonctions judiciaires" ⁴.

(2) Considérant B 4.3. de l'arrêt précité de la Cour d'arbitrage. Cette considération est reprise de l'avis 25.923/1, donné par la section de législation du Conseil d'État, le 16 janvier 1997, sur des amendements à l'avant-projet devenu la loi du 20 mai 1997 portant diverses mesures en matière de fonction publique.

(3) Avis 25.923/1, précité.

(4) Sur la conformité de cette incompatibilité aux articles 10 et 11 de la Constitution, voir l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 107/98 du 21 octobre 1998.

Le Conseil d'État ne voit cependant pas en quoi cette incompatibilité s'opposerait à l'application d'un statut syndical aux membres de l'ordre judiciaire, dès lors que chaque organisation syndicale représentative désigne librement ses représentants dans les comités de négociation et de concertation et que cette désignation ne résulte pas d'une élection.

Il y a lieu d'être attentif à l'article 293, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire qui dispose que :

"(Les fonctions de l'Ordre judiciaire) sont également incompatibles lorsqu'elles sont exercées dans une juridiction du travail avec toute fonction dans une organisation représentative de travailleurs salariés, de travailleurs indépendants ou d'employeurs ou dans un organisme qui participe à l'exécution de la législation en matière de sécurité sociale.

La règle énoncée à l'alinéa 2 n'est pas applicable aux fonctions exercées dans les organisations qui y sont prévues lorsque celles-ci ont exclusivement trait aux intérêts des personnes qui exercent des fonctions judiciaires."

Ces alinéas confirment, a contrario, que les fonctions judiciaires autres que celles exercées dans une juridiction du travail ne sont pas incompatibles avec un mandat syndical exercé dans quelque organisation syndicale représentative que ce soit.

Dans les juridictions du travail, ces fonctions ne sont compatibles qu'avec un mandat exercé dans une organisation représentative qui a exclusivement trait aux intérêts des personnes qui exercent des fonctions judiciaires.

Dès lors, les greffiers des juridictions du travail ne pourront siéger dans les comités de négociation et de concertation que pour y représenter une organisation représentative visée à l'article 10, alinéa 2, 2°, de l'avant-projet et non une organisation représentative visée au 1° du même alinéa ⁵.

⁽⁵⁾ La même observation vaut pour les référendaires et les juristes de parquet près les cours et près les tribunaux lorsque ceux-ci pourront être désignés pour exercer leurs fonctions dans une cour, un tribunal ou un audiorat du travail (voir, à ce sujet, l'avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel de l'ordre judiciaire de niveau A, des greffiers et des secrétaires" actuellement soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'État sous le n° 41.041/2/V).

En conclusion, sous la réserve ci-dessus mentionnée, l'application d'un statut syndical aux membres de l'ordre judiciaire ne semble par rencontrer d'objection. Il faut cependant souligner que plus s'accroissent les exigences d'indépendance et d'impartialité et, partant, l'obligation de réserve pesant sur les membres de l'ordre judiciaire, plus délicat sera l'exercice d'une activité syndicale. L'on relèvera cependant que l'avant-projet ne s'applique pas aux magistrats pour qui ces exigences sont les plus strictes.

II. Compatibilité de l'avant-projet avec les articles 10 et 11 de la Constitution

1. L'avant-projet établit un statut syndical commun pour les greffiers de l'ordre judiciaire, pour les référendaires près la Cour de cassation et pour les référendaires et les juristes de parquet près les cours et près les tribunaux de première instance. Le comité de négociation (article 4) et les comités de concertation (article 8) sont communs à ces trois catégories de personnes.

Deux questions se posent dès lors au regard des articles 10 et 11 de la Constitution :

- 1° la situation des greffiers, des référendaires près la Cour de cassation, des référendaires et des juristes de parquet près les cours et près les tribunaux de première instance est-elle suffisamment semblable pour leur appliquer un statut syndical unique et pour les faire relever des mêmes comités de négociation et de concertation ?
- 2° ne faut-il pas étendre le champ d'application du statut syndical en projet aux magistrats, aux stagiaires judiciaires, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation et aux secrétaires de parquet, ces deux dernières catégories relevant actuellement de la loi du 19 décembre 1974, précitée ?

2. Les négociations syndicales se déroulent, en principe, par service ou par ensemble de services et non par fonction ou par statut. Il existe, par exemple, un comité général de négociation des services publics provinciaux et locaux et des comités de secteur correspondant, plus ou moins, aux ministères (Justice, Défense nationale, etc.).

.../...

De même, la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire ne fait pas de distinction entre les soldats, les sous-officiers, les officiers et les officiers supérieurs.

La fonction et le statut sont tout de même parfois pris en considération. Ainsi, la loi du 11 juillet 1978, précitée, ne s'applique-t-elle qu'aux militaires, le personnel civil de la défense étant soumis à la loi du 19 décembre 1974, précitée. Quant à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage et de la section de législation précitée, elle se fonde, pour écarter l'application de la loi du 19 décembre 1974, précitée, sur l'analyse de ces trois éléments intimement liés que sont l'appartenance des greffiers, des référendaires près la Cour de Cassation et des référendaires et juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance à l'ordre judiciaire, la spécificité de leurs fonctions (assistance directe, collaboration avec les magistrats) et un statut répondant aux exigences de ces fonctions, notamment en ce qui concerne une certaine indépendance par rapport au pouvoir exécutif.

Il y a donc un équilibre à trouver afin de ne pas segmenter inutilement les négociations syndicales, tout en tenant compte des spécificités fortes liées à certaines fonctions ou catégories de fonctions.

De ce point de vue, il ne semble pas y avoir d'objection à ce qu'une loi, distincte de la loi du 19 décembre 1974, précitée, applicable aux agents de l'État, régit le statut syndical de personnes qui, bien qu'exerçant des fonctions différentes et ayant parfois un statut différent ⁶, sont toutes membres de l'ordre judiciaire, sans toutefois avoir le statut de magistrat. Il ne semble pas y avoir non plus d'objection à ce que cette loi ne prévoie pas des comités de négociation ou de concertation séparés pour chaque catégorie de personnes visées par l'avant-projet.

⁽⁶⁾ Ainsi, les référendaires près la Cour de cassation ne sont pas repris dans l'avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel de l'ordre judiciaire de niveau A, des greffiers et des secrétaires" actuellement soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'État sous le n° 41.041/2/V.

3. Compte tenu de leur statut constitutionnel, de leurs fonctions, de leur devoir d'indépendance, d'impartialité et de réserve, le législateur a pu considérer qu'il n'y avait pas lieu d'inclure les magistrats dans l'avant-projet examiné. La concertation des magistrats ⁷ avec le Ministre de la Justice et avec les chambres législatives est d'ailleurs déjà organisée, certes de manière non obligatoire, par l'article 5 de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature qui dispose, notamment :

"§ 1^{er}. D'initiative, ou sur requête du Ministre de la Justice ou des chambres législatives, le Conseil consultatif a pour mission de donner des avis et de se concerter avec ces instances sur tout ce qui se rapporte au statut, aux droits et aux conditions de travail des juges et des officiers du ministère public.

(...)

§ 4. Le Ministre de la Justice transmet au Conseil consultatif tous les avant-projets de loi approuvés par le Conseil des Ministres et qui ont trait aux missions du Conseil consultatif."

4. Il se justifie, compte tenu de leurs fonctions ⁸ et de leur qualité de futurs magistrats, que les stagiaires judiciaires ne soient pas soumis à l'avant-projet. Par contre, il ne peut se justifier qu'ils ne bénéficient pas d'un statut syndical. Il y a lieu, dès lors, de prévoir, pour les stagiaires judiciaires, un statut syndical spécifique ou de les intégrer dans la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature.

5. Dans l'arrêt n°138/98, précité, la Cour d'arbitrage a estimé que le statut et les fonctions des greffiers étaient plus proches de ceux des magistrats que de ceux des secrétaires de parquet ⁹. Cela justifierait donc que les premiers ne puissent être soumis à la loi du 19 décembre 1974, précitée, alors que les seconds le sont.

(7) Qu'il ne faut pas confondre avec la représentation du Pouvoir judiciaire qui se fait par les chefs de corps.

(8) Ils ont, pour la durée du stage au parquet ou à l'auditorat du travail, la qualité d'officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail et ils peuvent être commissionnés par le procureur général pour exercer, en tout ou en partie, les fonctions du ministère public (en fait, il font exactement le même travail qu'un substitut).

(9) Voir également l'avis du Conseil d'État 25.923/1, précité.

L'on notera cependant que l'avant-projet 41.041/2/V, précité, "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel de l'ordre judiciaire de niveau A, des greffiers et des secrétaires" établit, quant au statut administratif et pécuniaire, un strict parallélisme entre les greffiers et les secrétaires de parquet. Restent les différences quant à la fonction exercée, tant il est vrai que seul le greffier "assiste le juge dans toutes ses fonctions, ce qui fait qu'il intervient alors comme membre de l'ordre judiciaire en authentifiant des événements judiciaires", "agit publiquement à côté du juge et avec celui-ci" et, partant, "doit faire montre, aux yeux du public, d'indépendance et d'impartialité" ¹⁰. C'est l'absence de tout ou partie de ces éléments dans le chef des secrétaires de parquet et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation qui justifierait leur inclusion dans la loi du 19 décembre 1974, précitée.

6. En conclusion, la diversité des statuts syndicaux applicables aux membres et au personnel de l'ordre judiciaire est le reflet de la plus ou moins grande indépendance que les fonctions variées exercées par chacun requièrent par rapport au Pouvoir exécutif.

Il n'est certes pas toujours aisé de déterminer le statut syndical qui revient à chacun et ce d'autant plus que la nécessité de lutter contre l'arriéré judiciaire a fait naître, dans l'urgence, de nouvelles catégories de membres de l'ordre judiciaire. Il en résulte un certain flou dans l'organisation judiciaire ¹¹ et des rivalités ¹².

(10) Voir l'arrêt de la Cour d'arbitrage 138/98, précité.

(11) Comme le reconnaît l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel de l'ordre judiciaire de niveau A, des greffiers et des secrétaires" actuellement soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'État sous le n° 41.041/2/V.

(12) Dans la note de bas de page 134 de l'article de Th. ERNIQUIN, "Les référendaires attachés aux juridictions supérieures", J.T., 2003, n° 68, perçoit clairement la volonté des référendaires près la Cour de cassation de se démarquer tant des stagiaires judiciaires que des référendaires et juristes de parquets près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance. Quant aux stagiaires judiciaires, il contestent la possibilité que prévoit l'article 259octies, § 7, alinéa 5, du Code judiciaire d'être assumés en qualité de greffiers (rapport fait au nom de la commission de la Justice par Guy HOVE sur un projet et une proposition devenus la loi du 3 mai 2003 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire [Doc. parl., Chambre, 4 mars 2003, n° 2107/009, p. 20]).

Des hésitations pourraient exister en ce qui concerne les secrétaires de parquet (Cf. supra) ou les référendaires à la Cour de cassation qui souhaiteraient être assimilés aux magistrats ¹³.

Sous réserve d'un examen plus approfondi que ne permet pas le délai - prolongé - demandé, les choix opérés par l'avant-projet semblent pouvoir être admis. Ces choix devront être justifiés de manière précise dans l'exposé des motifs.

III. Habilitations au Roi

Comme rappelé dans l'avis 34.815/2, précité, afin de garantir l'indépendance du Pouvoir judiciaire, les éléments essentiels du statut du personnel de l'ordre judiciaire doivent être réglés par la loi. C'est à la lumière de ce principe que doivent être examinées les différentes habilitations conférées au Roi.

a) L'article 3, alinéa 1^{er}, prévoit, comme exception à l'obligation de procéder à une négociation syndicale préalable, "les cas d'urgence déterminés par le Roi et "les autres cas qu'Il détermine". Cette dernière hypothèse est trop large et permettrait au Roi de vider de son contenu le principe de la négociation syndicale. Elle doit, dès lors, être omise et remplacée par une disposition mentionnant, dans l'avant-projet, les exceptions prévues à l'article 5 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 1^{er}.

b) À l'article 5, il y a lieu d'inverser les alinéas 2 et 3.

À l'alinéa 3 (qui deviendra l'alinéa 2), les mots "entre autres" doivent être omis.

⁽¹³⁾ Th. ERNIQUIN, op. cit., n° 68.

À l'alinéa 2 (qui deviendra l'alinéa 3), il y a lieu d'écrire que le Roi "précise" la composition et détermine le fonctionnement du comité de négociation.

c) À l'article 8, il y a lieu de préciser dans l'avant-projet, la composition du comité de concertation général et des comités de concertation de base.

d) À l'article 9, alinéa 1^{er}, les mots "sauf dans les cas déterminés par le Roi" doivent être omis. C'est au législateur à fixer, dans le respect de la liberté syndicale, les exceptions à la règle édictée quant à l'agrégation.

e) À l'article 14, c'est à la loi de déterminer la situation des membres de l'ordre judiciaire revêtus de la qualité de délégués syndicaux ainsi que "les cas où le temps qu'ils consacrent à une mission syndicale est assimilé au temps de service".

IV. Observations particulières

Intitulé et article 1^{er}

Il y a lieu de mentionner "l'ordre judiciaire" et non "l'organisation judiciaire".

Il n'appartient, en effet, pas à l'auteur de l'avant-projet de substituer l'expression "organisation judiciaire" à l'expression "ordre judiciaire" qui est consacrée par les articles 151, § 3, 6° et 7° et 154 de la Constitution.

La même observation vaut pour d'autres dispositions de l'avant-projet, notamment à l'article 2.

Dispositif

Article 1^{er}

Lors des travaux parlementaires ayant conduit à l'adoption de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature, le Ministre de la Justice avait estimé que

"(...) sur base des avis rendus par le Conseil d'État, aucun doute ne subsiste. Le Conseil consultatif ne concerne pas la deuxième partie du Code judiciaire, à savoir l'organisation judiciaire ¹⁴".

Cette affirmation doit être fortement nuancée.

L'avant-projet concerne le statut syndical de membres de l'ordre judiciaire dont le statut administratif et pécuniaire est contenu dans la deuxième partie du Code judiciaire. Ce statut administratif et pécuniaire est incontestablement une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Dès lors que la négociation et la concertation portent sur des matières visées à l'article 77 de la Constitution, son organisation relève, elle aussi, de l'article 77.

En tout état de cause, l'article 14, voire l'article 13, concernent l'organisation judiciaire et, partant, règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 7

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire : "sans une concertation préalable".

⁽¹⁴⁾ Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil Supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats. Rapport complémentaire fait au nom de la Commission de la Justice par M. Jo VANDEURZEN et Jean BARZIN (Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1677/12, p. 14).

Article 10

À l'alinéa 2, 2°, b), les mots "parmi les organisations syndicales autres que celles visées au 1°" semblent inutiles et seront omis.

Les mots "au sein de chaque groupe de personnel visé au a)" sont en contradiction avec l'alinéa 2, 2°, a), qui dispose que l'organisation syndicale peut représenter les intérêts d'une seule catégorie de personnes visée par l'avant-projet.

Article 15

Pour les mêmes raisons que celles développées à propos de la loi du 19 décembre 1974, précitée, la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public ne peut être rendue applicable aux membres de l'ordre judiciaire visés par l'avant-projet.

L'article 15 doit, dès lors, être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	conseiller d'État, président,
Mesdames	Ph. QUERTAINMONT, M. BAGUET,	conseillers d'État,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.936/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 18 juli 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de rechterlijke organisatie, referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken", heeft op 11 september 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

1. Algemene opmerkingen over het vakbondsstatuut van de leden van de rechterlijke orde

1. Uit arrest nr. 138/98 d.d. 16 december 1998 van het Arbitragehof blijkt dat de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel niet van toepassing kan worden verklaard op de griffiers.

Uit advies 35.472/1, dat op 12 juni 2003 door de afdeling wetgeving van de Raad van State is uitgebracht over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 30 juli 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, blijkt dat de voornoemde wet van 19 december 1974 niet van toepassing kan worden verklaard op de referendarissen bij het Hof van Cassatie of op de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg.

2. De reden van die uitsluitingen houdt verband met het beginsel van de scheiding der machten. Als lid van de rechterlijke orde, dat bijgevolg onder de rechterlijke macht valt, kunnen de genoemde personen net zomin als magistraten onder een wet vallen die van toepassing is op het personeel van de uitvoerende macht ¹.

Zoals onderstreept in advies 34.815/2, gegeven op 6 februari 2003 over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de griffies en de secretariaten van de parketten":

"(blijkt) uit de algemene strekking van het Gerechtelijk Wetboek en uit de rechtspraak van het Arbitragehof (...) dat de personeelsleden van de rechterlijke orde niet zonder meer vereenzelvigd kunnen worden met de federale ambtenaren op grond van de omstandigheid dat zij deel uitmaken van de rechterlijke macht. Dat de rechterlijke macht niet in een verhouding van ondergeschiktheid ten opzichte van de uitvoerende macht staat, vormt in dit verband een garantie voor de vrijwaring van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en van het beginsel van de scheiding der machten."

Het Arbitragehof en de Raad van State hadden er, in een nog ruimere zin, op gewezen dat

(1) Er moet blijkbaar een onderscheid worden gemaakt tussen de leden van de rechterlijke orde en diegenen die deel uitmaken van het personeel van de rechterlijke orde, maar geen lid zijn van de rechterlijke orde. In dat opzicht wordt gesteld : "l'ordre judiciaire (serait) formé de l'ensemble des magistrats, sensu lato, ainsi que des personnes qui participent à la compétence décisionnelle déferée au pouvoir judiciaire" (J. BARET en X. DE RIEMAECKER, "Organigramme des fonctions de magistrat, de membres de l'ordre judiciaire et des services qui assistent les membres du Pouvoir judiciaire", in Statut et déontologie du magistrat, Die Keure, 2000, blz. 411), met inbegrip dus van "(...) les greffiers, secrétaires de parquet, référendaires, juristes de parquet et stagiaires judiciaires" (X. DE RIEMAECKER en G. LONDERS, "Introduction générale", in Statut et déontologie du magistrat, Die Keure, 2000, blz. 3). Zie ook RvS, arrest-DE JONGHE d.d. 29 april 2002. C. MATRAY, die zich baseert op de inhoud van het eerste boek van deel II van het Gerechtelijk Wetboek, rekent echter bij de rechterlijke orde "(...) outre les magistrats, les greffiers, le personnel des greffes et des parquets et les attachés au service de documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation" (Le nouveau régime disciplinaire des magistrats. Arcanes et dédales de procédure, J. T. 2000, noot nr. 3, blz. 133). Vergelijk met betrekking tot het onderscheid tussen "rechterlijke orde" en "rechterlijke macht", R.P.D.B., V° Pouvoir judiciaire, nr. 7, blz. 741, en nr. 14, blz. 742, met de toelichting bij het voorstel tot herziening van de Grondwet ingediend door de heren MAINGAIN c.s. (Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1675/1, blz. 8, voetnoot 1).

"(...) de ambtenaren welke niet aan het gezag of aan het rechtstreeks toezicht van de uitvoerende macht onderworpen zijn, of die ten opzichte van die macht een zekere onafhankelijkheid moeten bewaren, traditioneel uit de werkingssfeer van de wetten betreffende het syndicaal statuut van het overheidspersoneel werden gehouden" ².

En zulks te meer daar, zoals de Raad van State opmerkt :

"(...) het overleg in de regel geschiedt in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten of het comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, of in een ruimer sectorcomité, en (...) het plaatsheeft in het kader van het ambtenarenstatuut zodat, in de praktijk, een gelijkschakeling (tussen het statuut van griffier en dat van rijksambtenaar) vergemakkelijkt zou kunnen worden" ³.

3. Dat de voornoemde wet van 19 december 1974 niet van toepassing is op de bovengenoemde personen, betekent evenwel niet dat deze geen vakbondsstatuut kunnen hebben.

Het is juist dat het Arbitragehof in het voornoemde arrest erop gewezen heeft dat

"(...) de magistraten en de griffiers van de rechterlijke orde aan eenzelfde stelsel van onverenigbaarheden onderworpen (zijn), wat onder meer inhoudt dat beide ambten onverenigbaar zijn met de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat, waardoor de wetgever de neutraliteit en de objectiviteit heeft willen waarborgen van de personen die aan de uitoefening van de gerechtelijke ambten deelnemen" ⁴.

Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk in welk opzicht die onverenigbaarheid in de weg staat aan de toepassing van een vakbondsstatuut op de leden van de rechterlijke orde, aangezien iedere representatieve vakorganisatie haar vertegenwoordigers in de onderhandelings- en overlegcomités vrij kiest en die aanstelling niet het resultaat is van een verkiezing.

(2) Overweging B.4.3. van het voornoemde arrest van het Arbitragehof. Die overweging is overgenomen uit advies 25.923/1, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 16 januari 1997 heeft uitgebracht over amendementen op het voorontwerp dat de wet van 20 mei 1997 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken is geworden.

(3) Voornoemd advies 25.923/1.

(4) Zie wat betreft de vraag of deze onverenigbaarheid strookt met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, arrest nr. 107/98 van 21 oktober 1998 van het Arbitragehof.

Er dient aandacht te worden geschonken aan artikel 293, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat het volgende bepaalt :

"(De ambten van de rechterlijke orde) zijn, wanneer ze worden uitgeoefend in een arbeidsgerecht, ook onverenigbaar met ieder ambt in een representatieve organisatie van werknemers, zelfstandigen of werkgevers of in een instelling die deelneemt aan de uitvoering van de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De regel van het tweede lid is niet toepasselijk op de ambten uitgeoefend in de aldaar bedoelde organisaties wanneer zij enkel verband houden met de belangen van de personen die gerechtelijke ambten bekleden."

Deze leden bevestigen a contrario dat de andere gerechtelijke ambten dan die welke uitgeoefend worden in een arbeidsrechtbank niet onverenigbaar zijn met een vakbondsmandaat uitgeoefend in ongeacht welke representatieve vakorganisatie.

In arbeidsrechtbanken zijn die ambten alleen verenigbaar met een mandaat uitgeoefend in een representatieve organisatie, wanneer dit enkel verband houdt met de belangen van de personen die gerechtelijke ambten bekleden.

Griffiers van arbeidsgerechten mogen bijgevolg alleen zitting hebben in onderhandelings- en overlegcomités om daar een representatieve organisatie te vertegenwoordigen bedoeld in artikel 10, tweede lid, 2°, van het voorontwerp, en geen representatieve organisatie bedoeld in 1° van hetzelfde lid ⁵.

Het besluit is dan ook dat, onder het hierboven gemaakte voorbehoud, de toepassing van een vakbondsstatuut op leden van de rechterlijke orde geen bezwaar lijkt op te leveren. Er moet evenwel op gewezen worden dat hoe strenger de eisen inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid zijn, en bijgevolg, hoe strenger de discretieplicht

⁽⁵⁾ Dezelfde opmerking geldt voor de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en bij de rechtbanken wanneer deze aangewezen kunnen worden om hun ambt uit te oefenen in een arbeidshof, een arbeidsrechtbank of op een arbeidsauditoraat (zie in dat verband het voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de rechterlijke organisatie van het niveau A, de griffiers en de secretarissen" dat thans voor advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State onder nr. 41.041/2/V).

waaraan de leden van de rechterlijke orde zich moeten houden, hoe delicates het zal zijn een vakbondsactiviteit uit te oefenen. Men merke evenwel op dat het voorontwerp niet van toepassing is op magistraten, voor wie die eisen het strengst zijn.

II. Verenigbaarheid van het voorontwerp met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet

1. Bij het voorontwerp wordt een gemeenschappelijk vakbondsstatuut ingevoerd voor de griffiers van de rechterlijke orde, voor de referendarissen bij het Hof van Cassatie en voor de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en bij de rechtbanken van eerste aanleg. Het onderhandelingscomité (artikel 4) en de overlegcomités (artikel 8) zijn gemeenschappelijk voor die drie categorieën van personen.

Ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet rijzen er twee vragen:

- 1° lijken de situatie van de griffiers, die van de referendarissen bij het Hof van Cassatie en die van de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en bij de rechtbanken van eerste aanleg voldoende op elkaar opdat op hen eenzelfde vakbondsstatuut kan worden toegepast en opdat ze in hetzelfde onderhandelings- en hetzelfde overlegcomité kunnen worden ondergebracht?
- 2° dient de werkingssfeer van het ontworpen vakbondsstatuut niet uitgebreid te worden tot de magistraten, de gerechtelijke stagiairs, de attachés bij de documentatiedienst en bij de dienst Overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie en de parketsecretarissen, welke laatstgenoemde twee categorieën thans onder de genoemde wet van 19 december 1974 vallen?

2. Vakbondsoverleg vindt in principe plaats per dienst of per geheel van diensten, en niet per ambt of per statuut. Er bestaat bijvoorbeeld een algemeen onderhandelingscomité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en daarmee min of meer overeenstemmende sectorcomités bij de ministeries (Justitie, Landsverdediging, enz.). Zo ook maakt de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de

.../...

betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel geen onderscheid tussen soldaten, onderofficieren, officieren en hogere officieren.

Wel wordt soms rekening gehouden met het ambt en het statuut. Zo bijvoorbeeld is de genoemde wet van 11 juli 1978 alleen van toepassing op militairen; het burgerlijk personeel van landsverdediging valt onder de voornoemde wet van 19 december 1974. De eerder genoemde rechtspraak van het Arbitragehof en van de afdeling wetgeving steunt, wanneer daarin gesteld wordt dat de genoemde wet van 19 december 1974 niet van toepassing is, op de analyse van deze drie nauw met elkaar verbonden gegeven : de omstandigheid dat de griffiers, de referendarissen bij de het Hof van Cassatie en de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg tot de rechterlijke orde behoren, het specifieke karakter van hun ambten (rechtstreekse bijstand, samenwerking met de magistraten) en een statuut dat beantwoordt aan de vereisten van die ambten, inzonderheid wat betreft een bepaalde onafhankelijkheid ten aanzien van de uitvoerende macht.

Er moet dus gezocht worden naar een evenwicht, zodat het vakbondsoverleg niet onnodig versnipperd raakt, waarbij evenwel rekening gehouden moet worden met de heel eigen kenmerken van sommige ambten of categorieën van ambten.

Uit dat oogpunt lijkt er geen bezwaar tegen te zijn dat een andere wet dan de genoemde wet van 19 december 1974, die van toepassing is op het rijkspersoneel, het vakbondsstatuut regelt van personen die, ook al oefenen ze verschillende ambten uit en hebben ze soms een ander statuut ⁶, allen lid zijn van de rechterlijke orde, zonder evenwel de status van magistraat te hebben. Er lijkt ook geen bezwaar tegen te zijn dat die wet niet voorziet in onderscheiden onderhandelings- of overlegcomités voor iedere categorie van personen waarop het voorontwerp betrekking heeft.

3. Gelet op het grondwettelijk statuut en het ambt van magistraten en op het feit dat zij onafhankelijk en onpartijdig moeten zijn en zich terughoudend moeten opstellen, heeft de wetgever kunnen oordelen dat er geen grond was om de magistraten

⁽⁶⁾ Zo bijvoorbeeld zijn de referendarissen bij het Hof van Cassatie niet opgenomen in het voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de rechterlijke organisatie van het niveau A, de griffiers en de secretarissen" dat thans voor advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State onder nr. 41.041/2/V.

in het onderzochte voorontwerp op te nemen. Het overleg van de magistraten ⁷ met de Minister van Justitie en de Wetgevende Kamers is overigens reeds georganiseerd, zij het weliswaar op niet bindende wijze, bij artikel 5 van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur waarin inzonderheid het volgende wordt bepaald:

"§ 1. De Adviesraad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Justitie of van de Wetgevende Kamers adviezen te geven en met hen overleg te plegen over al hetgeen betrekking heeft op het statuut, de rechten en de werkomstandigheden van de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie.

(...)

§ 4. De Minister van Justitie doet aan de Adviesraad mededeling van alle voorontwerpen van wet die zijn goedgekeurd door de Ministerraad en die betrekking hebben op de opdrachten van de Adviesraad."

4. Dat het voorontwerp niet geldt voor de gerechtelijke stagiairs is gerechtvaardigd, gelet op hun ambt ⁸ en hun hoedanigheid van toekomstig magistraat. Daarentegen kan niet gerechtvaardigd worden dat zij niet over een vakbondsstatuut beschikken. Bijgevolg behoort voor de gerechtelijke stagiairs een specifiek vakbondsstatuut te worden uitgewerkt ofwel dienen ze te worden opgenomen in de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur.

5. In het voormelde arrest nr. 138/98 heeft het Arbitragehof geoordeeld dat het statuut en het ambt van de griffiers meer aanleunen bij die van de magistraten dan die van de secretarissen van de parketten ⁹. Zulks zou dus voldoende grond opleveren voor

⁽⁷⁾ Dat niet mag worden verward met de vertegenwoordiging van de rechterlijke macht, die door de korpschefs geschiedt.

⁽⁸⁾ Zij hebben, voor de duur van de stage op het parket of op het arbeidsauditoraat de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings of de arbeidsauditeur en zij kunnen door de procureur-generaal aangesteld worden om de functie van openbaar ministerie volledig of ten dele uit te oefenen (in feite doen ze net hetzelfde werk als een substituut).

⁽⁹⁾ Zie eveneens het voornoemde advies 25.923/1 van de Raad van State.

het feit dat de eerstgenoemden niet onder de voormelde wet van 19 december 1974 kunnen vallen, terwijl dat voor de laatstgenoemden wel het geval is.

Op te merken valt evenwel dat in het voornoemde voorontwerp 41.041/2/V "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de rechterlijke organisatie van het niveau A, de griffiers en de secretarissen", wat het administratief en geldelijk statuut betreft, een strikt parallellisme wordt ingesteld tussen de griffiers en de secretarissen van de parketten. De verschillen wat het uitgeoefende ambt betreft, blijven, vermits alleen de griffier "de rechter bijstaat in al zijn ambtsverrichtingen, waarbij hij als lid van de rechterlijke orde optreedt als authenticator van het gerechtelijk gebeuren", "naast en met de rechter publiek optreedt" en bijgevolg "in de ogen van het publiek onafhankelijkheid en onpartijdigheid dient uit te stralen" ¹⁰. Dat al deze gegevens of een deel ervan zich niet voordoen bij de secretarissen van de parketten en de attachés van de documentatiedienst en de dienst Overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, zou een reden zijn om hen op te nemen in de voormelde wet van 19 december 1974.

6. Kortom, de verscheidenheid aan vakbondsstatuten waaronder de leden en het personeel van de rechterlijke orde vallen, weerspiegelt de mindere of grotere mate van onafhankelijkheid ten opzichte van de uitvoerende macht die vereist wordt door de onderscheiden ambten die elkeen van hen uitoefent.

Het is stellig niet altijd makkelijk om te bepalen welk vakbondsstatuut elkeen dient te krijgen, te meer daar de noodzaak om de gerechtelijke achterstand tegen te gaan, geleid heeft tot het haastig invoeren van nieuwe categorieën van leden van de

⁽¹⁰⁾ Zie het voormelde arrest 138/98 van het Arbitragehof.

rechterlijke orde. Dat heeft geleid tot enige onduidelijkheid in de rechterlijke organisatie¹¹ en tot rivaliteiten¹².

Twijfels zouden kunnen bestaan omtrent de secretarissen van de parketten (cf. supra) of de referendarissen bij het Hof van Cassatie, die gelijkgesteld zouden willen worden met de magistraten¹³.

Onder voorbehoud van een diepgaander onderzoek, dat in het kader van de gevraagde termijn - ook al is die verlengd - niet mogelijk is, lijken de keuzes die in het voorontwerp gemaakt worden, aanvaard te kunnen worden. Die keuzes zouden nauwgezet gerechtvaardigd moeten worden in de memorie van toelichting.

III. Machtigingen aan de Koning

Zoals in het voormelde advies 34.815/2 aangegeven is, dienen de hoofdbestanddelen van de rechtspositieregeling van het personeel van de rechterlijke orde bij wet te worden geregeld teneinde de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht te

⁽¹¹⁾ Zoals toegegeven wordt in de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de rechterlijke organisatie van het niveau A, de griffiers en de secretarissen" dat thans ter fine van advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd onder het nr. 41.041/2/V.

⁽¹²⁾ In voetnoot 134 van het artikel van Th. ERNIQUIN, "Les référendaires attachés aux juridictions supérieures", J.T., 2003, nr. 68, komt goed tot uiting dat de referendarissen bij het Hof van Cassatie niet gelijkgesteld willen worden, noch met de gerechtelijke stagiairs, noch met de referendarissen en de juristen bij de parketten van de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg. De gerechtelijke stagiairs, hunnerzijds, betwisten de mogelijkheid waarin artikel 259octies, § 7, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet om als griffier toegevoegd te worden (verslag namens de Commissie voor de Justitie uitgebracht door de heer Guy HOVE over een wetsontwerp en een wetsvoorstel die geleid hebben tot de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek [Gedr. St., Kamer, 4 maart 2003, nr. 2107/009, blz. 20]).

⁽¹³⁾ Th. ERNIQUIN, op. cit., nr. 68.

waarborgen. In het licht van dat beginsel dienen de onderscheiden machtigingen die aan de Koning verleend worden, onderzocht te worden.

a) Artikel 3, eerste lid, definieert als uitzondering op de verplichting om vooraf met de vakbonden te onderhandelen "de door de Koning bepaalde spoedgevallen" en "de andere door Hem bepaalde gevallen". De laatstgenoemde mogelijkheid is te ruim en zou de Koning in staat stellen het principe van de onderhandelingen met de vakbonden uit te hollen. Die mogelijkheid dient bijgevolg te vervallen en ze moet vervangen worden door een bepaling die in het voorontwerp melding maakt van de uitzonderingen vervat in artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7, eerste lid.

b) In artikel 5 dient de volgorde van het tweede en het derde lid omgekeerd te worden.

In het derde lid (dat het tweede lid wordt) moeten de woorden "onder meer" geschrapt worden.

In het tweede lid (dat het derde lid wordt) behoort te worden geschreven dat de Koning de samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité "nader bepaalt".

c) In artikel 8 dient in het voorontwerp nader te worden aangegeven hoe het algemeen overlegcomité en de basisoverlegcomités samengesteld zijn.

d) In artikel 9, eerste lid, dienen de woorden "behoudens in de gevallen welke de Koning bepaalt" te vervallen. Het staat aan de wetgever om met naleving van de vakbondsvrijheid de uitzonderingen te bepalen op de regel die inzake de erkenning wordt vastgesteld.

e) Wat artikel 14 betreft, is het de wetgever die de stand moet bepalen van de leden van de rechterlijke orde die de hoedanigheid van vakbondsafgevaardigde bezitten alsook "de gevallen waarin de tijd dat zij een vakbondsopdracht vervullen met dienstdtijd wordt gelijkgesteld".

IV. Bijzondere opmerkingen

Opschrift en artikel 1

Er behoort melding te worden gemaakt van "rechterlijke orde" in plaats van "rechterlijke organisatie".

Het staat immers niet aan de steller van het voorontwerp om in plaats van de uitdrukking "rechterlijke orde", die verankerd is in de artikelen 151, § 3, 6° en 7°, en 154 van de Grondwet, de uitdrukking "rechterlijke organisatie" te bezigen.

Deze opmerking geldt eveneens voor andere bepalingen van het voorontwerp, inzonderheid voor artikel 2.

Dispositief

Artikel 1

Tijdens de parlementaire voorbereiding die geleid heeft tot de aanneming van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur,

heeft de Minister van Justitie het volgende te kennen gegeven :

"... op dat punt (is er) geen twijfel mogelijk, gelet op de door de Raad van State uitgebrachte adviezen terzake. Die adviesraad staat immers los van deel II van het Gerechtelijk Wetboek, te weten de rechterlijke organisatie ¹⁴".

Die bewering moet sterk genuanceerd worden.

Het voorontwerp heeft betrekking op het vakbondsstatuut van de leden van de rechterlijke orde van wie het administratief en geldelijk statuut vervat is in deel II van het Gerechtelijk Wetboek. Dat administratief en geldelijk statuut is ontegensprekelijk een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Aangezien de onderhandelingen en het overleg betrekking hebben op aangelegenheden als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, ressorteert ook de organisatie daarvan onder artikel 77 van de Grondwet.

Hoe dan ook heeft artikel 14, en zelfs artikel 13, betrekking op de rechterlijke organisatie en regelen ze bijgevolg een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 7

In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste lid, behoort te worden geschreven: "sans une concertation préalable".

⁽¹⁴⁾ Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten. Aanvullend verslag namens de Commissie voor de Justitie uitgebracht door de heren Jo VANDEURZEN en Jean BARZIN (Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1677/12, blz. 14).

Artikel 10

In het tweede lid, 2°, b), lijken de woorden "onder de andere vakorganisaties dan die bedoeld in 1°" als overbodig te kunnen vervallen.

De woorden "binnen elke personeelsgroep bedoeld in a)" zijn in tegenspraak met het tweede lid, 2°, a), waarin bepaald wordt dat de vakorganisatie de belangen kan vertegenwoordigen van een enkele categorie van personen waarop het voorontwerp betrekking heeft.

Artikel 15

Om dezelfde redenen als die welke uiteengezet zijn in verband met de voornoemde wet van 19 december 1974, kan de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector niet toepasselijk worden verklaard op de leden van de rechterlijke orde op wie het voorontwerp betrekking heeft.

Artikel 15 dient bijgevolg te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE